



UN PLAN POUR LA BONNE ALIMENTATION DES ENFANTS

CONTEXTE

Pour un pays sahélien comme le Burkina Faso, exposé aux aléas climatiques et confronté à une forte pression démographique, la question de l'alimentation reste une préoccupation de premier plan. En effet, dans un contexte où l'agriculture occupe plus de 80% de la population, la

malnutrition des enfants et notamment des plus petits représente encore une problématique majeure : un enfant sur quatre souffre d'insuffisance pondérale et la mortalité infantile est particulièrement élevée avec 100 décès d'enfants de moins de 5 ans sur 1000 nés vivants¹.

EXPÉRIENCE DE TERRAIN

Dans le but de renforcer le droit à l'alimentation et de combattre le phénomène de la malnutrition infantile, trois organisations burkinabé – Promo Femmes Développement Solidarité, OCADES et GASCODE, partenaires de Terre des Hommes Suisse – ont mis sur pied le Programme d'appui à la sécurité alimentaire dans le Boulkiemdé (PASAB). Ce programme, réalisé dans une trentaine de villages de quatre communes différentes, se base sur une approche intégrée et vise un renforcement des capacités des familles paysannes pour qu'elles puissent assurer, au travers de leur propre production et de la génération de revenus complémentaires, la bonne alimentation des enfants et de tous les membres du ménage.

Même si la disponibilité d'aliments n'est qu'un des piliers de la sécurité alimentaire, il est indéniable qu'une augmentation de la production peut jouer un rôle important dans la lutte contre la malnutrition. Dans cette optique, de nombreux animateurs et animatrices communautaires ont été formés et assurent la diffusion de pratiques agricoles améliorées au sein de leurs villages.

La création d'activités telles le maraîchage, l'élevage à petite échelle et l'aviculture, permettent aux femmes de disposer de ressources économiques pour compléter l'alimentation familiale, notamment en période de soudure, ou pour prendre en charge d'autres frais récurrents, comme la scolarité des enfants ou les dépenses de santé.

THÈMES :
CULTIVER



S'ORGANISER



SE FORMER



GENRE



1. Source : *Food and Nutrition in Numbers 2014*, FAO

Afin d'éviter que les paysan-ne-s ne bradent leur production juste après la récolte, un système de *warrantage* (cf. chapitre III section 5) a été mis en place au sein d'un des villages impliqués dans le programme. Par le dépôt d'une partie des récoltes, les producteurs accèdent au crédit leur permettant de faire face à différentes obligations financières. Après un début timide, le système a généré de l'engouement et le nombre de personnes impliquées est passé de 17 à 92 en une année. La distance du magasin par rapport aux villages environnants et les coûts de transport qui en découlent pour les producteurs et productrices restent des obstacles majeurs à la généralisation du système, mais l'identification d'autres structures aptes à se convertir en magasins de stockage se poursuit. Les parcelles agricoles à disposition des familles impliquées dans le programme sont souvent petites. Afin

d'accroître les surfaces cultivables, des terres dégradées sont réhabilitées, notamment par l'utilisation de compost. Sa production est encouragée au sein des ménages, mais la quantité reste inférieure aux besoins. La généralisation des fosses fumières permettra de mieux répondre à la demande grandissante.

Les animatrices réalisent également des formations et des démonstrations culinaires au sein des villages. Elles mettent l'accent sur les besoins alimentaires des enfants et proposent aux participantes (essentiellement des femmes, mais pas uniquement) des recettes équilibrées, combinant les aliments normalement disponibles au sein des familles. Depuis 2015, ce travail de revalorisation des plats traditionnels se fait également en collaboration avec les responsables des cantines scolaires de la zone d'intervention.

ENSEIGNEMENTS

– **L'efficacité de la pédagogie par l'exemple.** Dans chaque village, des producteurs modèles sont identifiés et se chargent de montrer aux autres la façon de préparer les champs, de produire du compost ou de réaliser le semis. La technique culturale traditionnelle

du Zaï, qui permet une concentration de la fumure et une meilleure rétention de l'eau, s'avère particulièrement adaptée. Elle s'est rapidement répandue bien au-delà du cercle des bénéficiaires des projets. L'importance pédagogique de l'exemple et des dynamiques d'imitation n'est plus à prouver et elle continuera à être exploitée.

– **La force des dynamiques de groupe.** Les femmes qui réalisent des activités génératrices de revenus (AGR) sont organisées en groupes de solidarité de quatre à cinq personnes. Dans chaque groupement, une femme particulièrement dynamique et expérimentée est formée à la gestion de micro-projet économique; elle se charge ainsi de conseiller et de suivre les autres. Le choix des activités est réalisé par chaque groupe avec l'appui de l'équipe technique du projet. Dans cette démarche, il est essentiel de garder à l'esprit les besoins du marché local, afin d'entamer des activités rentables et durables. C'est ainsi que des nouvelles AGR sont analysées régulièrement et que les plus porteuses, telles que l'étuvage du riz, sont retenues pour être diffusées.

– **L'importance de la proximité.** Les animateurs et animatrices sont issus des villages dans lesquels ils interviennent. Leur connaissance du milieu et la proximité avec les ménages bénéficiaires leur permettent d'assurer un meilleur suivi des familles, aussi bien sur le plan agricole qu'alimentaire. Par leur expérience et leur maîtrise du terrain, ils jouent également un rôle très important dans l'identification des futurs bénéficiaires en concertation avec les communautés villageoises. Par ailleurs, afin de cibler en premier lieu les familles vulnérables dont les enfants souffrent de malnutrition, une collaboration très étroite a été mise sur pied avec les Centres de récupération et d'éducation nutritionnelle (CREN). Les responsables de ces centres ont ainsi la possibilité de signaler les familles qui nécessitent un appui pour le renforcement de leur sécurité alimentaire.

